

CONVENCIÓN EUROPEA

SECRETARÍA

Bruselas, 4 de febrero de 2003 (05.02)
(OR. de)

CONV 530/03

CONTRIB 223

NOTA

de la: Secretaría

a la: Convención

Asunto: Contribución de D. Erwin Teufel, miembro de la Convención
- “Las entidades locales y regionales en el Tratado constitucional”

El Secretario General de la Convención ha recibido la contribución adjunta de D. Erwin Teufel, miembro de la Convención.

Erwin Teufel, Ministre-Président**Le 30 janvier 2003****Membre de la Convention européenne**

Les collectivités locales et régionales dans le Traité constitutionnel

Remarque préliminaire

Le 7 février 2003, la Convention discutera sur le rôle des régions dans le Traité constitutionnel. Dans plusieurs de ses paragraphes, l'avant-projet du Praesidium du 28 octobre 2002 (CONV 369/02) met en exergue l'importance des régions dans la future Union.

En tant que représentant des Länder allemands, qui, constituent au sein de l'Union des régions ayant les mêmes fonctions qu'un État et dotées de pouvoirs législatifs, vu leur importance dans le fonctionnement de nos États membres, je suis pour leur **prise en considération dans le Traité constitutionnel**. Ceci est valable pour les **communes** reconnues dans tous les États membres comme étant les entités les plus proches du citoyen. Selon le principe de subsidiarité, une véritable Europe des citoyens signifie des régions et communes dotées de pouvoirs, leur permettant de décider sur place des questions qui peuvent être mieux résolues aux niveaux régional et communal.

Je sais que ces points de vue sont partagés par un grand nombre de membres de la Convention et d'institutions qui ont eu à faire des propositions bien fondées quant à la prise en considération des régions et communes dans la constitution européenne. En guise d'exemple, je tiens à mentionner le **rapport Napolitano** sur le rôle des collectivités territoriales régionales et locales dans la construction européenne qui a été adopté par le Parlement européen le 14 janvier 2003, les **propositions du Comité des régions** du 20 décembre 2002 (CONV 494/03), les résultats de la 3^e Réunion des régions ayant des pouvoirs législatifs qui s'est tenue les 14 et 15 novembre 2002 à Florence ou encore le papier de position de l'Assemblée des régions d'Europe d'octobre 2002.

Partageant toutes les opinions émises à ce sujet, je me permets de faire dans le paragraphe suivant le résumé des exigences les plus importantes formulées par les régions en général et les Länder allemands en particulier à l'endroit du Traité constitutionnel. Il s'agit notamment :

- du statut des **collectivités locales et régionales dans les structures de l'Union**
- de la réforme du **Comité des régions**
- ainsi que de l'inclusion de la **coopération transfrontalière et interrégionale** dans le Traité constitutionnel.

I. Les collectivités locales et régionales dans le Traité constitutionnel

1. Dans la définition du principe de subsidiarité, article 5. Al. 2 du Traité CE, il est stipulé que les potentialités des États membres y compris leurs régions et communes doivent être prises en considération avant la promulgation de réglementations communautaires. Cela a été également une exigence du rapport Napolitano du Parlement européen.

2. Conformément aux dispositions réglementaires prévues par les constitutions nationales, l'identité nationale des États membres, reconnue jusque-là par l'article 6 al. 3 du Traité CE, englobe également **l'identité régionale et communale**. À cet effet, le **respect de l'autonomie communale et régionale** des États membres, conformément aux constitutions nationales, devrait donc être inclus dans la nouvelle version de la « clause d'identité » du Traité constitutionnel. De même, il fait partie de la clause dite *Christophersen*.

3. L'article 211 du Traité CE devrait obliger la Commission européenne à consulter au début de la procédure législative, de façon appropriée, les États membres ainsi que les collectivités régionales et locales chargées de la transposition et l'exécution des actes juridiques dans leurs États respectifs. A mon avis, intégrer les concernés au début de toute action serait à même de contribuer à un renforcement de la vie démocratique dans l'Union européenne.

4. Comme l'a proposé de façon convaincante le groupe de travail « subsidiarité », il convient d'intégrer les Parlements nationaux dans le « **mécanisme d'alerte précoce** » de la procédure législative européenne afin de garantir la subsidiarité. Dans les États membres disposant de deux chambres parlementaires, **chaque chambre** devrait jouir de ce droit de participation. Il serait ainsi possible de faire valoir à temps les préoccupations des régions dans les deuxièmes chambres.
5. Il conviendrait d'exiger dorénavant que chaque proposition sur la législation européenne donne un aperçu sur **les charges financières** qui en découlent aussi bien pour les États membres que les collectivités régionales et communales.
6. Je plaide énergiquement en faveur d'un droit de recours à la Cour européenne de justice pour les **régions ayant des pouvoirs législatifs**, afin de respecter leurs droits et de garantir le principe de subsidiarité. Cela correspond également à ce qui a été revendiqué par le Comité des régions. Dans le rapport Napolitano, le Parlement européen a, de son côté, exigé également un droit d'action conformément au droit national. Celui-ci ne devrait toutefois pas dépendre du consentement de l'État membre.
7. Au cas où l'on ne prévoyait pas de droit de recours pour les régions dotées d'un pouvoir législatif, il serait indispensable que, dans les États membres qui disposent de deux chambres parlementaires, **chacune d'elles dispose du droit de recours**, ce qui permettrait de faire valoir les préoccupations régionales. Cette proposition est contenue dans les rapports élaborés par les groupes de travail « subsidiarité » et « Parlements nationaux ».

II. La réforme du Comité des régions

1. Comme cela a été exigé, entre autres, par le Comité des régions, il conviendrait d'attribuer désormais au nouveau Comité des régions le statut d'organe au sens de l'actuel article 7 al. 1 du Traité CE. Étant donné que le Comité est composé de représentants élus au niveau régional et communal et qu'il devrait disposer, à l'avenir, de droits plus étendus (voir ci-dessous), il semblerait opportun de placer le Comité de régions au même niveau que la Cour des comptes. Le Comité devrait dans sa composition s'orienter plus que par le **passé** aux domaines **qui reflètent l'ensemble des préoccupations des régions et aux principes représentatives et démocratiques**. De plus, il doit mieux tenir compte du rôle important que jouent les régions dotées d'organes

délibérants. Je soutiens les propositions selon lesquelles ce nouveau Comité devrait désormais s'appeler « **Assemblée** » ou encore « **Congrès** » des régions de l'Union.

2. Afin de garantir la subsidiarité, il conviendrait d'intégrer le Comité des régions dans le « mécanisme d'alerte précoce » de la procédure législative européenne.

Le droit de question du Comité à la Commission qui existe déjà de manière informelle dans toutes les affaires régionales devrait être ancré dans le Traité constitutionnel.

On devrait exiger de la Commission de faire un rapport sur les prises de position du Comité et de se justifier au cas où elle ne partagerait pas un avis obligatoire de celui-ci.

3. Comme cela a été exigé à maintes reprises, il conviendrait d'octroyer au Comité un droit d'action afin de préserver ses droits et de respecter la subsidiarité (complément de l'actuel article 230, al. 3 du Traité CE).

III. La coopération transfrontalière et interrégionale

La cohésion interne de l'Union existe déjà depuis longtemps grâce à la coopération interrégionale et transfrontalière. Sur ce, je me permettrai de rappeler la coopération réussie entre des régions allemandes, françaises, italiennes et espagnoles (« Les quatre moteurs ») ou la coopération régionale transfrontalière, p. ex. dans la région du Rhin supérieur ou aux nouvelles frontières intérieures des pays adhérents.

Face à cette situation, il serait souhaitable d'intégrer une **définition d'objectifs** dans le Traité constitutionnel, qui ferait de la coopération interrégionale et transfrontalière une demande formelle de l'Union.

Conclusion

Les points de vue émis dans ce texte correspondent aux tâches communautaires mentionnées dans l'article 1 du Traité CE qui prévoit d'organiser l'Union européenne de telle sorte que ses décisions soient prises le plus proche possible des citoyens et à la Déclaration de Laeken qui exige pour l'avenir que les organes européens soient proches des citoyens de l'Union.